

Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté

N° 50 – 15 mars 2005

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiques concernant les droits des femmes, en esperant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'envoyeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, repondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es. Amicalement.

Marche mondiale des femmes, tel 01 44 62 12 33, Fax : 01 44 62 12 34, C/O SUD PTT, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris, Site : <http://www.marchemondiale.org>.

-
- 1 - A propos de la manifestation du 8 mars : des textes...
 - 2 - Ce que veulent les mouvements des pères
 - 3 - Les USA et l'avortement
 - 4 - L'Andorre perd l'avortement - réagissons
 - 5 - Mix'Cité et l'antisexisme à l'école
 - 6 - Rencontre débat organisé par le CODIF : « De la féminité démoniaque au féminisme »
 - 7 - Une amie de la Marche mondiale des femmes du Portugal élue députée
 - 8 - Dépistage du cancer du sein : un succès et un essai à transformer
-

1 – A propos de la manifestation du 8 mars : des textes

a) Courrier de la FSU

Gérard Aschiéri, Secrétaire général de la FSU, au Collectif National pour les Droits des Femmes et à la Marche mondiale des Femmes

Cher-es ami-es,

La FSU participe activement et depuis le début au Collectif National pour les droits des femmes et à la Marche mondiale des femmes. Elle a constamment confirmé son engagement dans la lutte pour les droits des femmes dans le cadre d'un travail unitaire. En ce sens la FSU participera à la manifestation du 8 mars pour laquelle elle s'est engagée y compris dans son organisation concrète. Toutefois elle tient à exprimer son incompréhension et son désaccord quant aux exclusives qui ont été réitérées lors de la dernière réunion unitaire à l'encontre d'une association. Nous avions déjà alerté sur cette question lors de la manifestation du 15 janvier : nous avions adressé un courrier rappelant "En tout état de cause elle (la FSU) ne saurait accepter des exclusives sur la base de sujets qui nous traversent dès lors qu'il y a accord sur les bases de l'appel à manifester". Cela pose d'ailleurs le problème du statut des textes d'appel. Nous risquons d'être confrontés au même problème dans les semaines à venir et notamment dans l'organisation des initiatives de la MMF ; la FSU ne peut se satisfaire de cette situation c'est pourquoi il nous semble nécessaire de reprendre un dialogue entre toutes les "parties", afin de lever les incompréhensions, et de chercher une issue positive à cette situation.

Bien cordialement Gérard Aschiéri

b) Courrier de Sud-Solidaires

Au Collectif national pour les droits des femmes, Au Collectif français de la Marche mondiale des femmes, Aux organisations signataires de l'appel unitaire du 8 mars 2005 à Paris

Chères amies et chers amis,

L'Union syndicale Solidaires est signataire de l'appel à la manifestation du 8 mars 2005 à Paris, appel initié par le CNDF et la Marche mondiale des femmes. Ce 8 mars 2005, outre son caractère de journée de mobilisation internationale pour les droits des femmes, est aussi la date de lancement de la Marche mondiale des femmes de 2005. Nous estimons que le texte proposé à signature pour ce 8 mars, en reprenant l'ensemble des revendications et des aspirations des femmes, est de nature à rassembler très largement, dans la diversité des mouvements et organisations, tous ceux et toutes celles qui se sentent concerné-e-s par les droits des femmes dans toutes leurs dimensions et par l'exigence d'une réelle égalité entre hommes et femmes dans tous les domaines.

L'Union syndicale Solidaires s'est toujours engagée, politiquement et matériellement, dans les cadres unitaires permettant de faire avancer les droits des femmes, que ce soit dans le CNDF, la Marche mondiale des femmes ou des mobilisations plus ponctuelles, comme la manifestation pour les 30 ans du droit à l'avortement en janvier dernier. C'est encore le sens de notre engagement dans ce 8 mars 2005.

Mais nous tenons à exprimer clairement notre désaccord et notre incompréhension avec la décision qui a été prise de refuser la signature du Collectif "Une école pour toutes et tous". Cette organisation déclare adhérer au texte d'appel et

elle n'a pris aucune position qui contredirait cet engagement. Que peut alors signifier son exclusion d'un cadre unitaire où nous sommes rassemblés sur un texte clair ?

Si c'est la position de cette association sur la loi sur le voile, cette exclusion n'est pas recevable, car vous savez parfaitement que cette question a traversé et traverse encore nos différentes organisations (et le mouvement social en général) et qu'il n'a jamais été question d'en faire un point de démarcation central dans les cadres unitaires travaillant sur les droits des femmes. Et que le texte d'appel pour ce 8 mars, à juste titre d'ailleurs, ne prend pas position sur cette question. En voulant mesurer, (et au vu de quoi ?), la sincérité de l'engagement de chaque structure, il nous faudrait nous transformer collectivement en tribunal, ce que nous refusons bien entendu ! Ou bien, ce sont des procès d'intention et des apriori sur cette organisation, sans aucun argument sérieux à l'appui. Cette méthode n'est pas acceptable, car l'accepter aujourd'hui, pour ce Collectif, c'est ouvrir la porte à d'autres pratiques d'exclusion et à d'autres procès d'intention demain.

La seule règle possible pour la construction d'un cadre unitaire ne peut être que l'accord sur un texte proposé, quelque soient par ailleurs les débats et les divergences pouvant exister sur tel ou tel autre point.

Au delà de ce qui vient de se passer, et qui est la répétition de ce qui s'était déjà pratiqué lors de la manifestation sur l'anniversaire de la loi sur l'avortement, nous pensons qu'une réflexion doit être engagée :

comment aujourd'hui, dans une période d'offensive antisociale généralisée qui touche très directement les femmes et d'offensive idéologique portée par des forces réactionnaires et des courants religieux divers, développer les luttes pour les droits des femmes en construisant ces luttes avec toutes les femmes intéressées par ces questions quelle que soit leur origine, leur culture ou leur croyance ?

Pour notre part, nous sommes disposés à engager ce débat avec toutes les organisations qui le souhaitent, sans exclusive et nous nous inscrivons dans la proposition qui a été faite en ce sens lors de la réunion du jeudi 24 février. Nous pensons urgent que ce débat soit mené parce nous avons à construire ensemble des rapports de forces les plus efficaces possibles pour faire avancer les droits des femmes, et que nous avons à réussir ensemble l'initiative 2005 de la Marche mondiale des femmes. Bien amicalement.

Annick Coupé Déléguée générale

c) Courrier du Président de la LDH

Chères Amies, Chers Amis,

Ainsi que vous le savez la LDH a signé le texte d'appel à la manifestation du 8 mars 2005. Nous faisons partie du CNDF et sommes très attachés à l'existence du collectif, auquel nous appartenons, comme à la tenue de manifestations unitaires, à l'inverse des stratégies médiatiques de certaines associations plus soucieuses de leur publicité que de la défense effective des droits des femmes.

Nous voudrions vous dire, en revanche, notre profond désaccord sur le refus que vous avez opposé à la signature du « collectif une école pour tous à toutes ». Nous ne comprenons pas ce qui peut justifier qu'une organisation qui adhère au texte d'appel soit exclue.

C'est pour nous d'autant plus une position de principe que nous connaissons par ailleurs de profonds désaccords avec elle. Votre position revient soit à exiger que toutes les organisations aient, sur des sujets qui ne sont pas inclus dans l'appel ou qui sont susceptibles de débats légitimes, une position univoque, soit à se livrer à des procès d'intention. Nous pensons qu'il est grave que le mouvement social dans son ensemble entre dans ce type de démarches. Non seulement cela ne peut que conduire à des déchirements, comme on y assiste actuellement, mais, et c'est encore plus grave, cela interdit, de fait, tout débat pour y substituer l'anathème.

Nous voulions vous dire cela et nous vous demandons de porter cette lettre à la connaissance de tous les signataires et de l'appel.

Bien cordialement. Michel Tubiana Président de la LDH

d) Courrier du Collège de Mix-Cité

Chères amies

Nous tenons à vous faire part de notre grande gêne face à l'exclusion du Collectif « Une école pour toutes et tous » de la manifestation du 8 mars. N'est-ce pas là une décision en flagrante contradiction avec l'esprit de la Marche Mondiale des Femmes, un mouvement unitaire visant à rapprocher toutes les féministes à travers le monde ? N'y a-t-il pas une certaine incohérence à regretter qu'une association comme Ni Putes Ni Soumises fasse cavalier seul, tout en excluant un Collectif qui a soutenu sans conditions les mots d'ordre de la manifestation ? Le CNDF ne revient-il pas de facto sur sa décision de ne pas prendre position

sur le voile ? L'éducation ne serait-elle plus la condition première de l'indépendance des femmes et du respect de leurs droits ?

Loin de vouloir rouvrir ici un débat qui nous semble focaliser inutilement l'énergie des féministes, nous voulons exprimer avec force notre inquiétude face aux divisions du mouvement féministe. Nous serons présent-es le 8 mars pour manifester aux côtés de toutes les associations partageant notre conviction que l'égalité entre femmes et hommes et la mixité sont les bases d'un monde juste. Ne perdons pas de vue l'essentiel.

Salutations féministes et unitaires Mix-Cité

e) **Courrier du bureau des chiennes de garde**

Voile : le symbole et l'acte 7 mars 2005 par

Cette année les Chiennes De Garde ne manifesteront ni avec Ni Putes Ni Soumises, ni avec Une Ecole Pour Tou-te-s, car ces deux mouvements bataillent autour du voile sur des bases erronées.

Comme en 2004, les manifestations du 8 mars 2005 sont troublées par une cacophonie. Les attaques pleuvent et les anathèmes volent bas. Comprendre qu'il n'y a pas une seule mais DEUX dimensions au port du voile aurait évité d'en arriver là.

Il faut d'abord tordre le cou à la désinformation. D'un côté les Ni Putes Ni Soumises, qui poussent leur avantage médiatique et politique pour enfonce la concurrence (et tant pis si les moyens sont mensongers), et font feu de tout bois pour lutter contre le port du voile islamique. De l'autre, un mouvement d'associations notamment confessionnelles (le Collectif une Ecole Pour Tou-te-s) qui dit chercher l'émergence d'un féminisme musulman en France, et fait de la liberté de porter le voile sa principale revendication. Dans les deux cas, une focalisation extrême, voire exclusive, sur le voile qui sature le discours au point d'empêcher qu'on parle des dizaines d'autres enjeux actuels pour les droits des femmes. Entre les deux, un grand nombre d'associations, adhérentes ou proches du Collectif National pour les Droits des Femmes, et qui s'efforcent de tenir vaillamment une voie moyenne et raisonnée. C'est notamment au CNDF et aux associations, partis et syndicats qui le composent, qu'on doit la campagne contre les violences faites aux femmes qui a duré toute l'année 2005. Un spot télévisé rappelle en ce moment même que les violences touchent les femmes de tout âge, de toute appartenance et catégorie sociale.

Le CNDF, dont les Chiennes de Garde sont membres, sait combien la question du voile divise les féministes. Au point que la signature du Collectif une Ecole Pour Tou-te-s n'a pas été acceptée pour la manifestation du 8 mars. Décision difficile et peu réjouissante pour beaucoup, car tout échec à l'action unitaire est une peine. Que NPNS ne sache pas lire une liste de signataires à quelque chose d'étonnant, à moins qu'elles n'aient préféré propager une fausse nouvelle afin de surfer sur la vague anti-voile et se poser en seules tenantes légitimes d'un féminisme dont pourtant elles ont une vision fort limitative.

La plupart des associations du CNDF n'ont pas été conviées à discuter de la proposition de manifestation du 6 mars des NPNS. Le 8 mars 2005 sera le jour du lancement de la Marche Mondiale des Femmes 2005, qui aboutira à la conférence internationale de cet été au Rwanda. C'est donc logiquement que de nombreuses organisations ont souhaité marqué le coup en défilant le 8 mars. À Paris la manifestation du 8 mars partira à 18 heures de la Place de Clichy.

Le Collectif Une Ecole Pour Toutes souhaitait cosigner l'appel à la manifestation du 8 mars. Sa signature n'a pas été acceptée, contrairement à ce que propagent les NPNS. Il n'y a toutefois pas lieu de se réjouir outre mesure. La composition du CEPT ne répond pas à notre définition de la laïcité, ce qui est un critère suffisant pour écarter sa signature en tant qu'organisation. Mais nous voici, un an après la manifestation divisée de l'an dernier, exactement dans la même situation. De part et d'autre, les championnes de la lutte anti-voile et de la liberté de le porter attisent les braises et travaillent, délibérément ou non, à la division.

Toutes deux commettent une grande erreur. À l'erreur politique de risquer la division entre féministes, s'ajoute une erreur d'analyse considérable.

Qu'est le voile ? D'abord, un symbole religieux et politique. C'est le symbole d'une oppression des femmes, d'une diabolisation du corps et de la sexualité des femmes, qui fait des femmes des indécentes par nature qu'on doit camoufler, entraver. Pour nous la réalité et l'interprétation de ce symbole ne souffre aucune contestation. Mais le voile a une réalité concrète, il est porté par des filles et des femmes bien réelles. Et nul-le ne peut entrer dans l'esprit de ces femmes pour y découvrir les raisons précises qui les motivent. Porté par conviction religieuse, par lassitude, par faiblesse ou par calcul, par provocation ou par ras-le-bol, les personnes qui se sont donné la peine de rencontrer des femmes voilées savent combien il existe de cas différents. Qu'une fille, qu'une femme veuille avoir la paix en rentrant chez elle, veuille ne plus être insultée, veuille aller à l'université et ait besoin pour cela du soutien parental, etc., quelle féministe pourra l'en accuser ? Accusons le voile, et ses justifications religieuses intolérablement sexistes. Mais pas les porteuses de voile.

La France aurait pu, aurait dû, savoir faire cette différence entre le symbole et l'acte individuel. Cette position courageuse et complexe, intelligente, elle l'a un temps incarnée concernant la prostitution. Nous, féministes abolitionnistes, luttons contre la prostitution, pour son recul, mais nous ne luttons pas contre les prostituées. Au contraire, nous les défendons comme personnes et accusons le système qui favorise leur activité. Il en va de même

pour le voile. Notre ennemi, c'est le poids du sexism dans les traditions, dans les religions, qui continue à diaboliser les femmes et leur corps, leur sexualité. C'est précisément pourquoi nous ne combattons pas les filles voilées, mais également pourquoi nous ne pouvons retenir la signature d'un mouvement qui n'est pas laïc. Nous ne pouvons transiger avec la laïcité, comme principe, comme symbole. Parce que justement nous ne combattons pas des individus mais un système.

Tandis que les voix des extrêmes résonnent, la notre reste mal-entendue. Nous nous efforçons de tenir compte de la complexité de la réalité, et d'éviter le simplisme. Nous refusons de jouer le jeu d'un affrontement des femmes entre elles, et des féministes entre elles. Refusons l'amalgame. Ne cédon pas au simplisme. Ne confondons pas celles qui portent le voile avec le symbole qu'il représente.

f) Collectif "une Ecole pour toutes et tous"

Notre collectif, Une école pour toutes et tous, (CEPT), a signé le texte d'appel à la manifestation du 8 Mars 2005 par conviction. Vous avez refusé notre signature.

Or, la Journée Internationale des Femmes et la "Marche Mondiale contre la Pauvreté" appartiennent à toutes les femmes. Aussi est-il inacceptable d'un point de vue féministe et tout simplement démocratique qu'une partie d'entre elles s'arrogent le droit "au nom du féminisme et de leur unité" de diviser en réalité les rangs de celles et ceux qui ont signé l'appel à manifester ce jour-là !

Nous mettons certes notre contenu dans la "défense de la laïcité", mais cela fait partie du débat démocratique, et à notre connaissance, beaucoup d'entre vous se sont déclarées contre la loi de Mars 2004.

Nous demandons, quant à nous, son abrogation, pour en revenir à l'esprit de la Loi de 1905, et l'appliquer de façon égalitaire à toutes les religions. La Loi de mars 2004 est au contraire une loi discriminatoire de fait contre la religion musulmane (en Alsace Moselle en particulier) et contre les jeunes filles voilées qui sont de fait (au prix de l'exclusion "collatérale" de jeunes garçons Sikhs) les premières visées. Le paradoxe pour les

défenseurs de la laïcité qui excluent les jeunes filles voilées, sera de renforcer les écoles confessionnelles et leur financement public !

C'est aussi dans le cadre des combats féministes que nous nous battons pour une Ecole publique pour toutes et tous et surtout pour toutes les jeunes filles, et que nous soutenons la lutte contre toutes les violences faites aux femmes (autant, n'en déplaise à Ni Putes Ni Soumises, dans les beaux quartiers que dans les quartiers populaires).

Le rejet des femmes voilées, au nom du rejet de la violence subie et de la lutte pour l'émancipation des femmes, est un non-sens et détourne du véritable enjeu que représente la lutte pour des droits pour toutes les femmes, avec tous ceux et celles qui s'engagent à les défendre, quel que soit leur cheminement spirituel, religieux et politique !

C'est pourquoi nous serons dans la rue le 8 mars parce que nous n'acceptons pas vos divisions.

Recevez nos salutations indignées mais en faveur du plus large front de résistance aux dégâts des politiques de compression des dépenses publiques, d'exclusions, de sexism et de ghettoïsation.

Pour le collectif Monique Crinon

g) Point de vue par A. Zelensky, E. Rochedereux et F. Flamant

Le féminisme, une dynamique démocratique, LE MONDE | 07/03/05 | 15h13

Nous sommes inquiètes parce que nos sociétés sont écartelées entre deux extrêmes, l'hyperlibéralisme des mœurs, qui achète, vend, loue le corps et les services sexuels des femmes, et les intégrismes religieux qui les enferment et les oppriment.

Cela se passe sous nos yeux et avec la complicité troublante de certains politiques de droite comme de gauche et de certaines féministes. Ces deux orientations menacent les libertés chèrement acquises par les femmes dans notre société, mais nous n'entendons pas rester spectatrices.

Nous sommes des femmes ayant participé durant les trente-cinq dernières années à la renaissance du mouvement féministe qui a modifié si vite et si profondément l'ordre ancien. Mais nous constatons aujourd'hui un dévoiement de nos combats.

La libération est au cœur de notre démarche féministe, mais la liberté ne saurait être au service de la soumission et de l'exploitation. Au nom d'une supposée "liberté d'expression", on impose dans le champ public des images racoleuses du corps des femmes. Ce n'est pas par puritanisme que nous nous élevons contre cette atteinte à notre dignité. Il est depuis longtemps démontré qu'un lien existe entre l'invasion de la pornographie et les comportements de plus en plus violents et sexistes des hommes. Les garçons font désormais leur apprentissage de la sexualité dans ces mises en scène méprisantes qui instrumentalisent le corps des femmes et en donnent une image humiliante. Nous avons revendiqué la liberté de disposer de notre corps et de nos désirs, pas celle d'être soumises au désir de l'autre, pas celle d'être "violables" et maltraitées à loisir. Nous refusons un monde où l'être humain est une marchandise comme une autre et les femmes une marchandise que s'échangent les hommes.

Enfin, dernier avatar d'une "liberté" mal comprise, a surgi la revendication par certaines musulmanes d'arburer le voile, symbole archaïque de l'oppression des femmes, là où il n'a pas sa place. Le soutien indigné qu'elles reçoivent aujourd'hui de tout un secteur de l'extrême gauche, autrefois soucieuse de dénoncer l'obscurantisme des religions, a de quoi nous choquer, de même que l'indifférence des pouvoirs politiques successifs qui ont laissé se développer un communautarisme, à l'opposé de l'universalisme français, que par ailleurs ils prônent.

Nous sommes en pleine confusion. Une mise au point s'impose sur ce qu'est le féminisme pour nous, afin de mieux comprendre la place centrale qu'il occupe dans la mutation à l'œuvre dans notre monde. C'est un combat pour l'égalité femmes/hommes, une approche résolument critique de nos modes de relations et donc un projet de société, car il transcende les catégories sociales, ethniques et politiques.

La perte de repères a fait ressurgir les vieilles religions, instruments de la domination des hommes sur les femmes, qui s'opposent à l'égalité des genres. Les religions, en France, avaient été écartées du domaine politique (loi de 1905), or nous constatons aujourd'hui une poussée des intégrismes, avec comme cheval de Troie l'islamisme, qui menace les conquêtes démocratiques et féministes.

Prôner le multiculturalisme revient souvent à protéger les intégrismes religieux au nom de l'antiracisme. Comment en effet revendiquer à la fois l'égalité entre les genres, tout en acceptant une culture où la domination des femmes est un dogme ? Comment tolérer dans un pays de droit des pratiques qui mutilent les petites filles, qui les marient de force, qui leur imposent la polygamie ? Un vrai respect des cultures consiste à prendre dans chacune ce qu'elle a de plus positif pour l'ensemble de la communauté humaine, et non à les adopter en bloc, surtout lorsqu'elles entrent en contradiction avec les acquis fondamentaux de nos démocraties.

En France, la priorité donnée par tout un secteur de la gauche aux luttes antiracistes a fait écran à la réalité d'un sexism toujours à l'œuvre. Une fois de plus, la gauche tombe dans le piège des priorités. Hier c'était la priorité à la lutte des classes, aujourd'hui la priorité est donnée à l'antiracisme.

Quand comprendrons-nous qu'il faut mener de front tous les combats ? Le féminisme a un rôle essentiel à jouer dans la recomposition du paysage politique actuel. Loin d'être réduit aux excès dont on l'accuse, il élargit au contraire la réflexion sur le politique, en y introduisant des paramètres longtemps négligés. Ainsi tout un champ, celui du privé, a été pris en compte sous la pression des combats féministes. Cela s'est traduit par des lois (loi Veil, loi sur le viol, sur la parité).

Le féminisme a ouvert une troisième voie qui traverse les clivages traditionnels. Les catégories de droite et de gauche, déjà sérieusement ébranlées, ne sont plus vraiment pertinentes. La question du voile a ainsi fait apparaître des alliances inédites. En effet, qui aurait pu croire que nos ex-gauchistes, zélateurs des révolutions prolétariennes, allaient faire cause commune avec les défenseurs de la guerre sainte et de la polygamie ?

A l'inverse, l'émergence des Ni putes ni soumises, au cœur même de la violence machiste des banlieues, donne une nouvelle vigueur au concept de laïcité dont les principes semblaient acquis.

En cette année du centenaire de la loi séparant les cultes et l'Etat, nous réaffirmons notre attachement à la laïcité, garante de la paix et de l'égalité entre les sexes, de la liberté de conscience et de la démocratie. Elle est un des piliers fondateurs de la République, qui place la personne humaine au cœur du projet social et demeure un rempart contre les excès d'une société où domine l'obsession du pouvoir et du profit. Et le féminisme, au milieu des folies du monde, est une voie vers la sagesse.

h) Communiqué de presse du Collectif national droits des femmes et de la Marche Mondiale des Femmes

Le 8 mars, journée internationale des femmes et, cette année, jour de lancement dans le monde entier de la 2^{ème} Marche Mondiale des Femmes contre les violences, la pauvreté et le néo-libéralisme, la Marche France et le Collectif National Droits des Femmes appellent à une manifestation à 18h place de Clichy dans le 18^{ème} arrondissement jusqu'à la mairie. Seront soulignées, par des arrêts symboliques, l'ensemble des revendications sur lesquelles lutte le mouvement des femmes et les nombreuses associations de terrain qui le composent : pour l'égalité hommes-femmes, contre les violences, pour le droit à l'avortement, à la contraception, à la santé, à un vrai travail, à un vrai logement, pour le libre choix de sa sexualité, pour la paix, contre tous les intégrismes, pour la laïcité, pour les droits des femmes immigrées et la solidarité internationale...

Après la manifestation de l'association Ni Putes Ni Soumises du 6 mars, nous tenons à faire quelques mises au point indispensables pour rétablir la vérité sur des militantes féministes qui luttent depuis tant d'années et ont obtenu nombre de victoires.

Que « Ni putes, ni Soumises » veuille manifester sur les revendications qui lui sont prioritaires est leur droit. Qu'elles pensent qu'elles sont « Le nouveau féminisme » l'est aussi. Par contre, qu'elles profitent du 8 mars, journée symbolique des luttes des femmes dans le monde entier, pour manifester leur mépris du travail et des avancées des féministes depuis tant d'années en falsifiant l'histoire de leurs luttes, cela n'est pas acceptable :

- Dire que les féministes n'ont rien obtenu est un mensonge : loi sur l'avortement, le viol, l'égalité professionnelle, la parité, les violences conjugales... ;

- Dire que les féministes ne se battent pas contre l'intégrisme religieux est un mensonge : les premiers mots d'ordre sur ce sujet date de 1992 et sont toujours présents depuis ;
- Dire que nous avons accepté des « islamistes » à notre manifestation du 8 mars est un mensonge. Aucune association islamiste n'est signataire de l'Appel, et nous pensons que nos revendications sont assez claires pour que des intégristes ne s'y reconnaissent pas, sauf à vouloir nous provoquer.

On ne construit pas un mouvement sur des mensonges, ni en faisant table rase de ce qui a déjà été construit. Si l'oppression des femmes datait de la montée de l'intégrisme islamique (et pourquoi seulement islamique ?) cela se saurait. Gommer l'influence de la situation politique, économique, et du patriarcat sur cette oppression est un non-sens.

Le Collectif National Droits des Femmes et la Marche Mondiale des Femmes souhaitent que la diversité des mouvements féministes ne soit pas un facteur de division, mais un enrichissement au débat pour continuer à avancer dans l'unité pour les droits des femmes

Paris Le 7 mars 2005

i) Article Libération

Ni putres ni soumises tourne une page du féminisme

Le mouvement se désolidarise du Collectif pour le droit des femmes et entraîne à sa suite le Planning familial.

Par Blandine GROSJEAN

Rupture, recomposition, trahison : peu importe le terme. Cette année la célébration de la Journée internationale des femmes sera marquée par un passage de témoin douloureux au sein de la mouvance féministe. Sur fond de voile islamique, prétexte et symptôme d'un fossé politique. Le mouvement Ni putres ni soumises (NPNS) s'est désolidarisé du Collectif national pour le droit des femmes (CNDF) qui regroupe une centaine d'associations et organise son défilé ce dimanche, en avance de deux jours sur celui du Collectif (1). Cette initiative n'aurait été que la concrétisation d'une hostilité entre deux générations de féministes, si, en plus, le Mouvement français du planning familial n'avait rejoint Fadela Amara, présidente de NPNS. Avec tristesse. Mais soulagement.

Complaisance. Le Planning, pilier historique du Collectif, quitte donc un navire qu'il estime instrumentalisé par des groupes communautaristes, islamistes, altermondialistes. Sont ainsi visés le mouvement Une école pour tous (qui défend les filles exclues pour port du voile à l'école), le Collectif féministe pour l'égalité (propalestinien, contre la loi sur le voile), certaines émanations de l'UOIF (Union des organisations islamiques de France) proches de Tariq Ramadan. Fadela Amara reproche ouvertement au Collectif d'entretenir des complaisances à l'égard de Une école pour tous : « Quand on défile à leurs côtés on leur donne une crédibilité. Mais derrière eux il y a toute la mouvance de ces intellectuels qui défendent le relativisme culturel sous la pression des islamistes. » Maya Surduts, du Collectif, accuse Amara de calomnie. « Il y a eu débat et nous aussi avons voté contre la présence d'Une école pour tous. »

Mais si le Planning et d'autres organisations ont décidé de rallier Ni putres ni soumises, c'est d'abord par lassitude : « A chaque manifestation on se retrouve avec le même problème, on voit apparaître l'UOIF ou des satellites, qui piègent les manifestations féministes, dit Fatima Lalem du Planning familial. Nous sommes du combat pour la laïcité que mène NPNS. Il est inconcevable de laisser se développer une conception archaïque de la place de la femme sous prétexte de religion. » De fait, la clarté et la virulence du discours de NPNS sur les questions du voile, de la laïcité, de l'antiracisme font office de cordon sanitaire pour de nombreuses organisations... féministes, juives, syndicales, laïques, et politiques. Défiler sous leur bannière est une assurance de ne côtoyer aucun groupuscule « louche ». « J'ai beaucoup d'affection et de respect pour de nombreuses féministes historiques du Collectif, déclare une députée socialiste, mais j'irai manifester avec Ni putres ni soumises. Le

Collectif est noyau par une nébuleuse altermondialiste qui refuse de prendre ses distances avec les islamistes et les antisionistes-antisémites. » Show-biz. Les priorités diffèrent : le Collectif entend se battre sur tous les fronts (politique, économique, social, international) alors que NPNS défend la laïcité avant tout. Les styles n'ont plus rien à voir. A la mode, voire mondain, mais toujours en phase avec les quartiers et les jeunes, le courant NPNS attire et fédère. De nombreuses associations de terrain luttant contre les mariages forcés, la polygamie, la répudiation, défilent aux côtés de stars du show-biz, d'anciens ministres socialistes. Après avoir manifesté « à côté » des féministes historiques l'an dernier, Ni putres ni soumises assume aujourd'hui son leadership médiatique et populaire sur la scène féministe. Elles enterreraient les anciennes avec un manifeste « Pour un nouveau combat féministe ». « Nous sommes les héritières des luttes féminines des années 70, mais il y a des femmes aujourd'hui qui ne peuvent pas jouir des libertés acquises grâce à ces luttes, à cause d'une nouvelle forme de violence liée à l'obscurantisme islamique et l'intégrisme religieux », justifie Fadela Amara.

(1) Ce dimanche : manifestation à 14 heures, place de la République à Paris. Puis mardi 8 mars,

j) Déclaration Planning Familial

Merci de prendre acte de notre déclaration de retirer notre signature et de transmettre notre déclaration à tous les signataires

Le bureau du MFPF réuni le 25 février 2005, a décidé de retirer sa signature de l'appel à manifester à Paris le 8 mars à 18H. Cette décision prise à l'unanimité résulte d'un refus de continuer à faire face de manière répétitive à des pressions pour intégrer des groupes tels que l'Ecole pour tous, le collectif des femmes pour l'égalité, l'UOIF, ..

A l'occasion de manifestations du mouvement social et notamment celles concernant les droits des femmes, nous assistons à un « remake » tendant à imposer la signature de ces associations dont nous ne partageons pas les positions vis à vis des droits des femmes.

Depuis plusieurs années nous assistons à une stratégie qui vise à recueillir les signatures des organisations partenaires pour accepter ensuite la signature d'associations qui posent problème. Cette manœuvre nous amène à protester, crée une situation de blocage et positionne finalement ces associations comme des éternelles victimes

C'est pourquoi aujourd'hui nous disons assez de cette instrumentalisation et nous retirons en conséquence notre signature. Paris, le 25 février 2005

k) » Rebond » dans Le Monde par Maya Surdutz et Suzy Rotjman militantes du Collectif National pour les Droits des Femmes : De la complexité en politique

Ces temps-ci le sens des nuances a la vie dure. Le raisonnement binaire a le vent en poupe : oui ou non, 1 ou 0. Pas de place pour une troisième voie/voix, aucune chance pour une position médiane, la complexité n'est pas à la mode.

Il en va ainsi des appels à manifester à l'occasion du 8 mars, journée internationale de lutte des femmes. Soit l'on manifeste contre l'intégrisme le 6 mars avec Ni Putes Ni Soumises, soit l'on manifeste le 8 mars avec la Marche Mondiale et le Collectif National pour les Droits des Femmes mais alors on devrait céder aux sirènes des intégristes islamiques si l'on en croit les médias.

L'histoire mérite d'être racontée par son début. L'appel lancé pour le 6 mars 2005 n'initie pas « un nouveau combat féministe ». Les luttes contre la polygamie, l'excision, les accords bilatéraux entre la France et certains pays et appliquant aux ressortissantes de ces pays vivant en France des "codes de statut personnel" discriminatoires sont des luttes que les féministes assument depuis les années 1970. Les luttes contre les violences faites aux femmes, qui existent d'ailleurs dans **tous** les milieux sociaux, ont commencé dès 1972 et perdurent encore à l'heure actuelle. La campagne contre les violences faites aux femmes lancée par le Collectif National pour les Droits des Femmes dont le point d'orgue a été la manifestation nationale du 27 novembre 2004 et la préparation d'une proposition de loi-cadre en sont les témoins. La lutte contre les intégrismes religieux ne date pas d'hier non plus : en 1990 c'est pour riposter contre les opposants à l'avortement, intégristes chrétiens, qu'était créée la Coordination pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception (CADAC) qui a, entre autres, à son actif le vote en 1993 de la loi sur le délit d'entrave à l'IVG. La manifestation du 25 novembre 1995 qui a regroupé 40 000 personnes à l'appel de 140 associations, syndicats et partis, et qui est à l'origine de la création du Collectif National pour les Droits des Femmes en 1996 comportait parmi les quatre mots d'ordre mis en avant : « Contre la remontée de l'ordre moral ». Est-ce cette unité pérenne qui gêne aujourd'hui et que l'on cherche à briser à tout prix ?

L'histoire est donc celle-là, de grâce pas de réécriture de sinistre mémoire.

Revenons maintenant à une histoire plus récente. Octobre 2003 : à l'ouverture du FSE de Paris, lors de l'Assemblée Européenne des Femmes, Chahla Chafiq-Beski, Fatima Lalem du Planning Familial et Maya Surduts du Collectif National pour les Droits des Femmes signaient une tribune dans Libération contre la présence de Tariq Ramadan au FSE. Quatre jours plus tard, les mêmes plus quelques militantes du Collectif distribuaient ce texte en tract devant une assemblée plénière à Ivry où figurait Tariq Ramadan.

Le 6 mars 2004, alors que le débat sur le voile faisait rage, le Collectif National pour les Droits des Femmes appelait à manifester autour d'un texte intitulé : « Nous manifesterons dans l'unité le 6 mars car il y a urgence à défendre les droits des femmes ». Celui-ci avait été précédé d'un Rebond dans Libération de janvier 2004 « Contre le racisme et pour les femmes ». Déjà nous défendions la voie médiane : que disions-nous en substance ? Que le voile était un instrument d'oppression des femmes et non « un symbole d'émancipation et de révolte » et que la lutte contre tous les intégrismes était capitale. Que nous avions aussi à faire face à un gouvernement acteur de la plus gigantesque régression sociale depuis bien des années. Qu'il fallait défendre l'avortement et le droit de choisir sa sexualité, lutter contre les violences faites aux femmes, revendiquer l'égalité française et immigrée, condamner la casse des services publics, la marchandisation des corps, se battre contre la guerre et son idéologie.

Ni l'association « Ni Putes Ni Soumises », ni le Collectif « Une Ecole pour Toutes et Tous » ne signèrent cet appel. Les deux furent cependant présentes à la manifestation. Ni Putes Ni Soumises dans un 2^{ème} cortège où figuraient d'ailleurs des membres du gouvernement. Une Ecole pour Toutes et Tous a été reléguée par le Service d'Ordre en fin du 1^{er} cortège. Jamais il n'y eu trace dans cette manifestation de l'UOIF et faire l'amalgame entre cette manifestation et celle du 7 novembre 2004 sur le racisme et l'antisémitisme, à laquelle participèrent presque toutes les forces politiques et syndicales de gauche, même si elles se sont déchirées à ce sujet, à l'exclusion de la mouvance SOS Racisme et Ni Putes Ni Soumises, relève de la désinformation.

Arrive donc le 8 mars 2005. Ni Putes Ni Soumises initie son « Collectif pour un nouveau combat féministe ». Le Collectif décide de participer au lancement de la Marche Mondiale 2005 et de manifester le mardi 8 mars au soir, jour de ce lancement. La Marche Mondiale et le CNDF organisent des réunions unitaires pour construire la mobilisation et lance un appel à signatures. « Une Ecole pour toutes et toutes » donne sa signature. La réunion unitaire du jeudi 24 février décide, à une très large majorité sur le fond et au nom de l'unité du Collectif de la refuser. Le MFPP qui s'était retiré à cause de cette signature maintient sa position. Et depuis c'est haro sur le baudet de toutes parts..... Nous serions des suppôts de l'intégrisme, nous serions peu claires, nous aurions des fréquentations louches..... Il faut savoir raison garder.... Ce n'est pas parce qu'un groupe s'acharne à vouloir accoler sa signature aux initiatives du CNDF que le CNDF qui décline l'invitation a changé de nature.... Quelle structure peut aujourd'hui se targuer de ne pas avoir été divisée autour de la loi sur le voile ? Quelle structure peut se vanter aujourd'hui de ne pas être agitée de soubresauts ? Oui nous le redisons : nous luttons depuis longtemps contre tous les intégrismes. Mais la lutte pour les droits des femmes ne se borne pas à la lutte pour la mixité et la laïcité, elle est autrement plus large que cela. Elle inclut la lutte contre le patriarcat dans son ensemble, le libéralisme et la mondialisation capitaliste. Le combat altermondialiste a toute sa légitimité, même si le problème des alliances en son sein suscite de vifs affrontements. L'oppression des femmes, l'exploitation des femmes imprègnent tous les pores de la société. Nous la combattions partout sans exception.

I) La montée des communautarismes est teintée d'islamisation des esprits.

Les femmes sont les premières à en faire les frais. Moi, fille d'immigrés, pour l'égalité et la laïcité
Par Fadela AMARA - mercredi 02 mars 2005 D Libération

Aujourd'hui, dans la France des quartiers populaires, la mixité des espaces publics est une peau de chagrin. Trop souvent, il n'y a plus que le hall d'immeuble pour se rencontrer et, hélas, ce sont les mecs qui tiennent les cages d'escalier. Il suffit de trois mecs qui terrorisent l'animateur en exigeant « on ne veut pas de filles » et ils gagnent : la pression est telle que les animateurs sociaux reculent. Pour un Abbès, animateur à Epinay, qui tint bon et qui réussit à amener camper des filles et des garçons, combien ont renoncé faute de soutien, faute de moyens, faute de volonté politique clairement affichée ? En une dizaine d'années, les activités pour la jeunesse sont devenues des loisirs sexués au seul profit des garçons.

Pourtant, ce rétrécissement de la liberté des femmes ne suscite pas une dénonciation unanime chez les féministes. Quelques-unes font silence sur les violences commises au nom de l'obscurantisme. Or, si l'actualité éclaire largement le sort des jeunes filles touchées par le prosélytisme religieux, on passe largement sous silence la loi du nombre : pour se soustraire à cette pression, certaines filles préfèrent se voiler... Dans les années 70, c'est au cri du Manifeste des 343 salopes qu'elles ont imposé le droit à disposer de leur corps à la société, et notamment dans une lutte déterminée contre l'intégrisme religieux de l'époque. N'est-il pas triste que certaines de ces pionnières recherchent aujourd'hui la respectabilité des commentateurs zélés des Livres sacrés ?

Et que dire des femmes et des hommes politiques qui disent : « Le voile, c'est leur choix » ? De deux choses l'une. Ou ils méconnaissent le terrain et alors à quel titre postulent-ils à la direction du pays ? Ou ils ont subrepticement renoncé aux valeurs de liberté et d'égalité pour vendre la République par étage. « Chacun chez soi. »

Depuis quinze ans, depuis les promesses du « on va vous repeindre les cages d'escalier », chez moi, je n'ai rien vu venir. A part quelques ravalements de façade et colmatages de brèche, qui n'ont pas changé nos vies pour autant. Le chômage de masse est toujours la règle. Il y a toujours un proche ou une relation en prison. Il n'y a qu'une chose qui ait changé : la gauche de gouvernement a inventé le RMI. Bel espoir, pour ceux qui étaient en voie de noyade sociale.

Fatima et Christine, Benoît et Mamadou sont toujours maltraités par le système et les politiques qui sont menées. Je sais trop bien que Fatima et Mamadou subissent plus de discriminations. Mais nous traversons tous les mêmes galères. Les filles des cités paient le prix fort de quinze années de désespérance. Violences sur les corps. Il y a eu l'apparition des « viols collectifs », la fabrication de « mauvaise réputations » - les « putes ». Il y a maintenant le basculement de gamins détruits vers l'islamisme. Là, on leur redonne de la dignité. Ils retrouvent un rôle central. Ils en imposent aux femmes. Violences sur les âmes. Leur contrôle fabrique de la domination sur les « soumises ». La laïcité est aujourd'hui le front où se joue la mixité.

Les obscurantismes et leur soutien se déchaînent contre l'esprit des Lumières. Les femmes sont les premières à en faire les frais ici et ailleurs. En France, l'ethnicisation de la politique est leur cheval de Troie. Le communautarisme est le cache sexe de l'islamisation des esprits. Il faut casser cette logique et rétablir celle de la laïcité et de la République. Il se joue bien plus que l'interdiction de la mixité dans les piscines de la métropole lilloise.

Le programme est distribué par des associations islamistes, soutenues par une certaine gauche. Moi, fille d'immigrés, je devrais proclamer que je suis une colonisée, ici et maintenant, dans ma cité en mars 2005. Pourquoi veulent-ils me laisser dans ce rôle d'«indigène» ? Je veux sortir de cette posture d'éternelle victime. Je ne comprends pas le mal-être de ces économistes, philosophes, enseignants et autres informaticiens qui ont un boulot et un appart ! J'en ai été si

interloquée que j'ai appelé mon père, en ce moment de l'autre côté de la Méditerranée. Le vieux militant du FLN m'a répondu : « En quoi ça te regarde la colonisation ? L'indépendance de l'Algérie est acquise depuis plus de quarante ans. De quoi as-tu besoin pour vivre ? De respect ! Respecte les gens et fais-toi respecter. » Et il a ajouté : « On connaît l'histoire. »

Je sais que la mémoire n'est pas un congélateur. Elle travaille et il faut la travailler. Bien sûr qu'il faut des films sur le 17 octobre... Le travail de mémoire doit se faire, mais cela ne doit pas participer à la construction identitaire. Que veulent les instigateurs de l'appel « Nous sommes les indigènes de la République » ? Des excuses publiques de la République française pour les guerres coloniales ? Mais, parce que je connais l'histoire, je sais aussi que cela ne se compare pas avec la rafle du Vél d'Hiv. La guerre d'indépendance algérienne n'est pas l'équivalent de la Shoah. Le programme de l'Algérie française, ce n'était pas l'extermination totale d'une population.

Ceux qui veulent nous faire assumer la posture de l'indigène méconnaissent volontairement l'histoire. Ils instrumentalisent le passé pour mettre à bas la liberté et l'égalité, les valeurs de ce qu'ils osent appeler le « chauvinisme universaliste ». Qui ne voit qu'en appelant à ce soulèvement moral des « colonisés » ils préparent, pour les jeunes filles, le terreau d'une sorte de « statut personnel », pour reprendre l'expression de Leïla Sebbar ? Il se joue la légalisation du multiculturalisme. Et les digues qui nous en protègent se nomment mixité et laïcité.

La posture de l'indigène en lieu et place d'égalité sociale ! Cela fait plus de vingt ans que Jean-Marie Le Pen nous la promet. Voilà qu'une fraction de l'extrême gauche rejoue les associations islamistes pour soutenir, symétriquement, une telle régression. Cette confusion des esprits est un signal d'alerte pour tous ceux qui sont attachés à l'émancipation de l'humanité et à l'esprit des Lumières.

Nous n'allons sûrement pas gaspiller nos énergies à détruire des chaînes imaginaires. Nous avons trop à faire pour sortir de la spirale de la désespérance sociale et reconquérir l'espace public de nos cités avec les principes de mixité et de laïcité. Et pour cela, nous avons besoin de vous !

m) Texte des Panthères Roses

Pour un féminisme d'émancipation, pas d'exclusion !

La hiérarchie entre les sexes demeure une réalité. De l'infériorité des salaires (28 % en moyenne) au "partage" inégal des tâches ménagères (80 % assumées par les femmes), en passant par les temps partiels imposés et les violences faites aux femmes (une femme sur dix victimes de violences conjugales), le sexismne constitue une violence au quotidien. L'urgence actuelle est de lutter contre la politique gouvernementale libérale qui touche les femmes en premier lieu et l'ordre moral qui les assigne au seul rôle de mère de famille. C'est pourquoi nous refusons les pièges de division parce qu'ils affaiblissent le mouvement féministe.

L'hétéropatriarcat institue la division du monde en deux catégories - l'une "évidemment" dominée par l'autre. Des stratégies de résistances, aussi diverses que les expériences, ont émergé. En luttant là où elles étaient, sur leur lieu de travail, dans la rue, dans la famille, dans l'université. des femmes ont exprimé avec leurs mots, leurs discours, leurs parcours, leurs références culturelles, le refus d'un monde où le sexe de naissance détermine le devenir social.

Lesbiennes, travailleuses en lutte, prostituées, femmes au foyer, femmes migrantes, femmes battues, femmes violées, le féminisme existe partout où des femmes refusent la domination masculine.

Après des décennies d'offensive antiféministes et de politique ultra-libérale et xénophobe des gouvernements français, le mouvement féministe est divisé et affaibli. Dans ce contexte, certaines tendances du mouvement féministe s'arrogeant le droit de décider qui peut légitimement lutter contre la domination masculine.

Au nom de la dénonciation du voile comme instrument d'aliénation - ce que nous ne contestons pas - toute parole de femmes voilées arabo-musulmane est niée. Au nom du féminisme, certainEs rejettent les femmes voilées et celles et ceux qui luttent à leur côté contre une loi d'exclusion de l'école publique et leur refusent le droit de signer l'appel à cette manifestation qui comprend notamment le droit à disposer de son corps (avortement, contraception, éducation sexuelle).

De même, la parole des prostituéEs est systématiquement écartée au profit d'associations d'aides aux prostituéEs. Au-delà des positions que l'on peut avoir sur la prostitution (abolition, réglementation,

libéralisation.), ne jamais accepter l'auto-organisation des prostituéEs est une violence supplémentaire.

Le féminisme doit rester une démarche d'émancipation où des stratégies de résistances s'opèrent à partir de chaque réalité quotidienne. Il ne peut y avoir de prérequis indispensables avant d'avoir le droit de lutter contre la domination masculine !

Nous sommes des gouines et des pédés et nous sommes féministes ! Parce que nous combattons la hiérarchie entre les sexes et l'assignation de genre. Parce que nous refusons l'hétérosexualité obligatoire à l'exclusion de tout autre mode de vie. Notre ennemi demeure l'hétéropatriarcat, ses pièges, ses tentatives de divisions. Cette résistance s'organise avec toutes celles qui veulent lutter contre les effets de la domination masculine, sans exclure, dans le débat et la diversité des références culturelles, historiques, politiques, quotidiennes ! Les panthères roses

n) Courrier de Alternative Libertaire

Chèr(e) s ami (e) s

Alternative Libertaire est membre du Collectif National pour les Droits des Femmes et lui apporte son soutien dans sa lutte pour l'égalité hommes-femmes, la défense des droits des femmes existants et la conquête de nouveaux droits. Le CNDF, depuis sa création, constitue à nos yeux un outil nécessaire de coordination des luttes contre les inégalités de genre dans toutes les sphères sociales, contre la précarisation sociale générale que les femmes subissent de plein fouet, pour le droit à disposer de son corps, contre les violences faites aux femmes, contre les intégrismes religieux & et partant, pour une transformation de la société vers plus

d'égalité et de justice sociale. Le CNDF constitue aussi un espace de transmission de la mémoire du mouvement des femmes, pour poursuivre les combats en tenant compte de nos réflexions et combats antérieurs. C'est pourquoi nous tenons à vous assurer de notre soutien face aux positions et déclarations à tout le moins de mauvaise foi, notamment celles d'associations comme Ni Putes ni Soumises et le MFPF, qui ont divisé le mouvement féministe lors des initiatives du 8 Mars.

Nous sommes convaincus que le CNDF reste un cadre permettant de poursuivre le débat et le travail unitaire sur les droits des femmes, sans faire d'éventuelles divergences et sans non plus en faire des lignes de clivages.

Salutations militantes, Le secrétariat fédéral d'Alternative Libertaire

o) Communiqué de presse de Laurence Cohen, responsable nationale de la commission droits des femmes/Féminisme du PCF :

Le PCF est de toutes les manifestations qui portent des revendications pour l'égalité Hommes Femmes et pour le gain de nouveaux droits. Ce fut le cas lors de la manifestation du 27 novembre dernier contre toutes les violences faites aux femmes, lors de la manifestation pour fêter les 30 ans de la loi Veil pour le droit à

l'avortement. Ce sera encore le cas lors de toutes les initiatives ou manifestations qui se dérouleront dans le cadre de la Journée internationale des femmes du 8 mars 2005.

Le PCF participe activement depuis 1995 au Collectif national droits des femmes avec de très nombreuses associations féministes.

Il sera présent le 6 mars à la manifestation « Pour l'égalité des droits et contre toutes les discriminations et les exclusions », il sera également dans la rue pour la manifestation de nuit pour le lancement de la Marche mondiale des femmes 2005 le mardi 8 mars et il est à l'initiative d'une grande rencontre, le 13 mars à la Maison de la Chimie de 14 h à 18 heures, pour une Europe de l'Egalité, contre le projet constitutionnel.

Le PCF réaffirme sa volonté de travailler au rassemblement de toutes les féministes pour gagner une égalité réelle du local au mondial. le mercredi 2 mars 2005.

P) Collectif « Une école pour tous-tes - Contre les lois d'exclusion » : Leur premier texte d'APPEL

Parce que nous luttons pour l'égalité :

La loi en préparation visant à interdire à l'école les « signes religieux ostensibles » est une loi d'exception, construite sur mesure pour exclure les élèves portant le « foulard ». Même si elle est présentée comme une loi générale, s'appliquant à toutes les religions, personne n'est dupe : c'est du foulard dit islamique, et de lui seulement, qu'il est question depuis six mois. Nous refusons cette hypocrisie, et nous nous opposons à ce projet liberticide et discriminatoire, qui favorise les replis communautaires et entretient toutes les suspicions et oppositions artificielles - entre « la France » et « les immigrés », entre « la République » et « l'Islam », ou encore entre les diverses confessions.

Parce que nous luttons pour le droit à l'éducation pour toutes et tous :

Quoi qu'on puisse penser du port du foulard et du refus de l'enlever à l'école, ce refus ne justifie pas une mesure aussi grave que l'exclusion de l'école publique. Quelles que soient ses déficiences, le service public d'éducation est un espace irremplaçable où les élèves peuvent acquérir des savoirs, des savoirs-faire et des diplômes qui comptent parmi les principaux instruments de leur émancipation. Le droit à l'éducation pour tous et toutes est un acquis démocratique auquel nous ne sommes pas prêt-e-s à renoncer, alors que l'école est elle-même traversée par des problèmes nombreux et profonds, auxquels il est plus que temps de s'attaquer.

Parce que nous luttons pour la laïcité :

La loi envisagée est présentée comme un « rappel » nécessaire des principes laïques, qui auraient été « oubliés » ces dernières années. Or, la laïcité, définie par les lois de 1881, 1882, 1886 et 1905 constitue une garantie pour la liberté de conscience et l'éémancipation des hommes et des femmes en dehors du dogme religieux. C'est une obligation qui concerne les locaux, les programmes scolaires et le personnel enseignant, et non les élèves. Aux élèves s'imposent des

règles comme l'assiduité à tous les cours ou le respect d'autrui, mais il n'est pas légitime de multiplier les exigences pour des jeunes en formation, qui viennent à l'école précisément pour apprendre, se former et se construire.

Parce que nous nous inscrivons dans les grandes luttes du féminisme :

Cette loi est présentée comme une mesure « féministe », destinée à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes en s'attaquant à un symbole d'oppression. Or, si nous refusons que des femmes soient tenues de porter le foulard sous la contrainte, nous refusons aussi que d'autres femmes soient tenues de le retirer sous la contrainte. On ne s'émancipe pas par la répression mais par la conquête de droits ; et les grands combats féministes n'ont jamais pris la forme d'une demande de répression contre des femmes : c'est pour gagner des droits (celui de voter, de travailler, de disposer de leur corps) que les femmes ont toujours lutté. Une loi qui pénaliserait des fillettes et des jeunes filles seulement et seulement celles-ci (car, en fait, ni aucun garçon, ni aucun homme ne seront frappés par cette loi !), est un précédent qui, d'un point de vue féministe, n'augure rien de bon.

Parce que nous luttons pour la justice sociale :

Ce que nous n'acceptons pas, c'est enfin que la jeune musulmane qui porte un foulard joue le rôle d'un bouc émissaire, sur lequel on s'acharne pour mieux oublier les logiques de domination et d'exclusion qui traversent notre société : libéralisation de l'économie, chômage de masse, précarisation des salarié-e-s, extension du contrôle social et des logiques sécuritaires, permanence des discriminations racistes et de l'inégalité sociale entre hommes et femmes.

Notre combat est un combat démocratique, laïque, et féministe. Nous refusons qu'il soit assimilé à une démarche intégriste et réactionnaire, que nous combattons sans ambiguïté. Cette loi est une opportunité inespérée offerte à tous les réactionnaires de prendre dans le débat public une place que, dans leur grande majorité, les citoyen-ne-s de France leur refusent.

Nous appelons donc les citoyen-ne-s à se mobiliser contre cette loi qui porte atteinte aux principes de la laïcité, à l'égalité entre hommes et femmes et aux droits humains.

2 - Ce que veulent les mouvements des pères

« In Nomine Patris, Ce que veulent les mouvements de pères... » Sera diffusé le 22 MARS 2005 sur ARTE, à 21h30. Avec ce film documentaire, nous proposons une analyse du mouvement masculiniste et de l'instrumentalisation qu'il fait de la garde des enfants pour mieux reprendre pouvoir sur les femmes. Diffusé dans le cadre de la soirée thématique « Quand les pères se vengent », le film sera précédé d'un premier documentaire allemand récoltant les témoignages de mères aux prises avec des ex-conjoints ou compagnons violents. Dans In Nomine Patris, Marc Hansmann et moi-même avons pris le parti de n'entendre que des hommes, leaders de mouvements de « défense » des droits de pères ou analystes des motivations de ces mêmes mouvements. Pas de témoignages personnels », ni de plans peluche sur la « chambre du fils » vide. Aux récits anecdotiques et invérifiables, In Nomine Patris préfère l'exposé de leur agenda idéologique par les masculinistes eux-mêmes, et sa contre-analyse de psychiatres, de chercheurs, d'hommes politiques ou de militants anti-sexisme. Quant aux habituelles images prétextes de papas s'occupant assidûment de leur enfant, In Nomine Patris leur a préféré une autre fable : celle du petit Chaperon rouge, où femmes et enfants prennent les traits du Chaperon Rouge, où le loup masculiniste rode, où le féminisme meurt sous les coups d'un mouvement aux dents longues. Mais une lecture contemporaine du conte, pour que chacune et chacun d'entre nous reconnaissasse son loup. Merci à toutes et tous de votre soutien, de vos analyses, des outils intellectuels que vous nous avez offert. J'espère que ce premier film à « contresens » (et non fausse route... !) incitera d'autres à creuser le dossier du masculinisme. Et qu'il y aura suffisamment de monde pour le regarder et convaincre ARTE de cesser de faire des fleurs à l'antiféminisme. Cordialement, Myriam Tonelotto, réalisatrice de documentaires.

Ceci n'est évidemment qu'une présentation « presse ». Pour le texte complet du film, ou d'autres informations, vous pouvez nous contacter à cette adresse : In.nominepatris@laposte.net ; myriam.tonelotto2@laposte.net . Merci

3 - Les USA et l'avortement

Qu'on se le dise... Courrier international - 1er mars 2005

PLANNING FAMILIAL - Washington demande à l'ONU de renoncer au droit à l'avortement

Alors que les Nations unies célèbrent le dixième anniversaire de la conférence de Pékin sur le statut de la femme, "l'administration Bush a été accusée de vouloir saper les efforts de la communauté internationale en faveur des femmes, en demandant que l'ONU renonce publiquement au droit à l'avortement", rapporte The Guardian.

Cette prise de position américaine témoigne une fois de plus du changement radical de l'attitude de Washington en matière de coopération internationale concernant les questions démographiques, depuis l'arrivée de George W. Bush à la Maison-Blanche en 2001.

Lors de négociations préparatoires à huis clos, la semaine dernière, Washington a affirmé vouloir soutenir la déclaration faite à Pékin il y a dix ans... à condition d'en exclure le droit à l'avortement. "Une attitude qui a presque totalement isolé les États-Unis, dont la ligne dure n'a obtenu que le soutien du représentant (à titre d'observateur) du Vatican", constate le journal londonien.

The Guardian rappelle que l'administration Clinton était ardemment en faveur de la déclaration de Pékin en 1995 et, "jusqu'à ce que Bush prenne le pouvoir, Washington était perçu comme le leader dans la coopération internationale pour le planning familial".

4 – L'Andorre perd l'avortement - réagissons

Des militantes d'Andorre demandent notre aide car leur Parlement vient d'approuver leur nouveau code pénal, avec l'interdiction de l'avortement, sur la pression d'un des 2 co-princes, l'Évêque d'Urgel (tandis que l'autre est le Président de la République française).

« Nous serions extrêmement intéressées par votre appui puisque le parlement andorran a approuvé le nouveau Code Pénal, il y a deux jours avec les votes favorables du PLA (Parti Libéral andorran) et le CDA (Centre démocratique d'Andorre) et les votes contraires du PS (Parti Social-démocarte) et Indépendants. Notre Groupe (Groupe de femmes pour la réflexion et l'action) s'est formé, il y a un an comme un lobby afin de faire avancer la situation des femmes en Andorre et il englobe des femmes de tous les partis politiques andorrans ainsi que les deux associations féministes d'Andorre l'ADA (association de femmes d'Andorre) et l'ADMA (association des femmes immigrées d'Andorre). Malgré toutes nos pressions sociales et politiques, et campagnes de presse le nouveau code pénal approuvé, châtie l'avortement sous toutes ses formes (même s'il est réalisé pour sauver la vie de la mère, si le foetus souffre de malformations ou s'il s'agit d'inceste ou de violation) et la femme qui le subit peut avoir une peine d'arrêt de 3 jours à 3 mois, tandis que le praticien qui le réalise peut être condamné de 3 mois à 3 ans de prison ferme et à l'inhabilitation professionnelle pendant une période allant jusqu'à 5 ans. Il faut préciser que le résultat de cette votation du Code Pénal n'est pas due à la volonté des partis politiques mais à la pression exercée par l'un de nos co-princes qui n'est autre que l'Évêque d'Urgel (tandis que l'autre est le Président de la République française). Nous en sommes donc au point où seule la pression internationale et le soutien d'associations comme la vôtre dans des actions comme la Marche peuvent nous aider à faire changer les choses.

5 – Mix'Cité et l'antisexisme à l'école

L'association Mix-Cité, mouvement mixte pour l'égalité des sexes, a mis en ligne sur son site une rubrique (régulièrement actualisée) sur le thème de l'éducation antisexiste à destination du personnel éducatif et plus particulièrement des enseignant-es.

Dans cette rubrique, élaborée par des enseignant-es, figurent à ce jour une bibliographie autour de la mixité à l'école, une bibliographie de littérature de jeunesse, des fiches pédagogiques pour des enseignant-es du primaire et des professeur-es de français, un exposé sur la représentation des femmes dans les manuels scolaires, des liens vers d'autres sites, les articles de Mix-Cité sur ce thème et nos revendications.

Site Mix-Cité : <<http://www.mix-cite.org>> www.mix-cite.org

6 – Rencontre débat organisé par le CODIF : « De la féminité démoniaque au féminisme »

Tirésias, association de recherches et d'interventions sur le genre et la sexualité et le CODIF vous invitent à une rencontre – débat :» LILITH, DE LA FÉMINITÉ DÉMONIAQUE AU FÉMINISME »

Mercredi 23 mars 2005 à 19h animée par Michèle Bitton, chercheuse indépendante,

Renseignements au CODIF ou auprès de Bat Sheva Papillon, membre de Tirésias : 04 91 64 68 28 ou 06 23 57 62 76. La rencontre aura lieu au siège du CODIF Accueil à partir de 18h30

7 - Une amie de la Marche mondiale des femmes du Portugal élue députée

« Notre amie Helena Pinto, très active pour la libéralisation de l'avortement au Portugal vient d'être élue députée dans la liste du Bloco de Esquerda au parlement portugais. Vous savez combien la Marche au Portugal est investie dans la lutte pour la dépénalisation de l'avortement. Cela était aussi un des principaux points de bataille dans la campagne de Helena. Son élection va certainement contribuer à obtenir ce droit fondamental et renforcera les luttes de nous toutes ». Félicitations à Helena et à toutes les femmes de la MMF au Portugal !

8 D Dépistage du cancer du sein : un succès et un essai à transformer

Le 8 Mars, lors d'une rencontre avec les représentantes de notre Fédération, diverses associations et la Presse, Mr Philippe DOUSTE-BLAZY, Ministre des Solidarités, de la Santé & de la Famille a confirmé :

1. **La suppression de la retenue de « un euro » dans le cadre du dépistage organisé**
2. **l'instauration d'une journée nationale du dépistage organisé du cancer du sein, le 1^{er} octobre, pour « ouvrir » le mois du cancer du sein et**
3. **la mise en place d'un N Vert spécial Dépistage en Octobre.**

Nous nous félicitons de ces décisions qui correspondent exactement aux demandes que notre Fédération des Comités Féminins pour le Dépistage des Cancers avait faites au Ministre lors d'une première rencontre le 15 février dernier.

Satisfaites d'avoir été entendues, nous nous engageons résolument pour que cette journée aide à la mobilisation de tous, acteurs, partenaires du dépistage organisé, associations afin de mieux encore sensibiliser toutes les femmes à cette grande action de santé publique.

Pour notre part, dès 2001, notre Fédération et ses Comités Féminins départementaux avaient lancé une action symbolique appelée « Du Rose Plein Les Yeux », qui consiste à demander, aux communes d'illuminer ou de décorer en rose un monument en octobre : « Du rose pour rappeler à toutes les femmes que le dépistage précoce est la clé pour gagner la bataille contre le cancer du sein.... »

Nos Comités vont se saisir de ces succès et nous appelons toutes les associations à préparer la journée du 1^{er} Octobre 2005 afin de sensibiliser le plus grand nombre de femmes.

Pour la Fédération nationale des Comités féminins pour le dépistage des cancers, la Présidente Monique de SAINT JEAN : Courriel m.destjean@wanadoo.fr, federationcomitesfeminins@wanadoo.fr